

Une vraie-fausse note libyenne dans la campagne

BOULE puante ? Affaire d'Etat ? Le feuilletton du soupçon de financement par les Libyens de la campagne 2007 de Sarkozy vient de connaître un rebondissement. Mais ce nouvel épisode pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

Le document mis en ligne sur « Mediapart » est une note adressée à Bachir Saleh, le grand intendant du colonel Kadhafi, par Moussa Koussa, alors patron des services secrets. Un gentil garçon qui s'est consacré à l'élimination des opposants, mais ne répugnait pas, si l'on en croit le document, à se mêler des affaires internationales. Il donne, par écrit, son accord pour le versement de 50 millions d'euros, destinés à soutenir la candidature de Nicolas Sarkozy.

« Infamie », a réagi le président-candidat, tandis que son avocat annonçait le dépôt

d'une plainte pour « faux » et pour « divulgation de fausses nouvelles ». Une procédure plutôt étrange : la divulgation de fausses nouvelles n'est punissable que si elle est « susceptible de troubler la paix publique ». « Mediapart » n'a pas encore provoqué d'émeutes. Mais une accusation de « faux » frappe peut-être davantage qu'une banale procédure en diffamation.

Valse des millions

Première question : pourquoi cette « bombe » maintenant, entre les deux tours ? Les proches du « Guide » n'auraient-ils pas pu exhiber ce document, et quelques autres, quand la France leur balançait de vraies bombes sur la tête ?

La somme folle annoncée, ensuite. Vus de France, ces 50 millions évoqués par le fils

Kadhafi laissent les trésoriers dubitatifs. Une campagne coûte environ 20 millions, dont la moitié est remboursée par le Trésor public. Certes, quelques intermédiaires ont pu se sucrer au passage. Et ce montant n'a pas paru extravagant aux proches de Kadhafi que « Le Canard » a interrogés, habitués qu'ils étaient à de folles largesses. Quant à l'incontournable Takiédine, il croit y reconnaître le mode opératoire local : « Je ne sais pas si cette note est authentique, mais elle est crédible. C'est bien la procédure. »

A un détail près : il dément avoir participé à la réunion qu'évoque précisément cette note « crédible ».

Plus troublant, l'expéditeur du courrier, Moussa Koussa, nie l'avoir envoyé, et le destinataire, Bachir Saleh, prétend ne jamais l'avoir reçu. Mais l'un et l'autre ont d'excellentes raisons de ne pas faire de peine à Sarkozy.

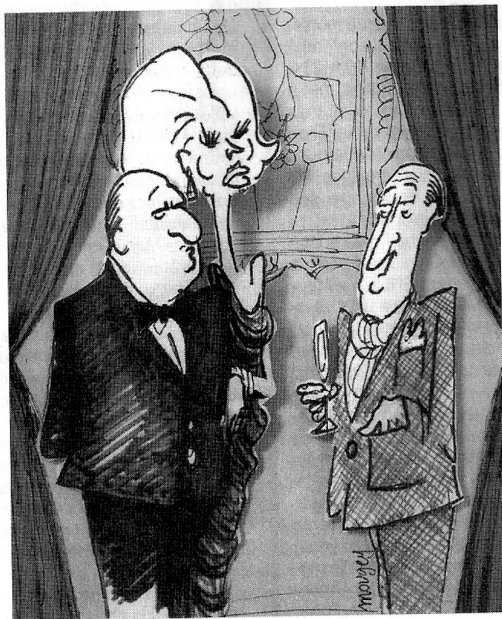
D'abord proche de Villepin, il a été décoré de la Légion d'honneur par Chirac en 2005, puis naturalisé français tout de suite après l'élection de Sarkozy. Manany faisait partie, avec Claude Guéant et Jean-David Levitte, de la délégation française qui a pris langue avec Bachir Saleh, en 2007, à Syrte. Sans doute pour discuter des vertus du palmier-dattier. Depuis des années, ce gentil coursier a multiplié les allers-retours en jet privé entre le Bourget et Tripoli.

Pourquoi tant de sollicitude

à l'égard des anciens dignitaires d'un régime que l'armée française a écrasé sous les bombes ? Ont-ils rendu, du temps de leur splendeur, quelques éminents services à la France ? Sont-ils au contraire protégés parce qu'ils détiendraient de lourds secrets ? Le refus du président-candidat et de son staff de s'expliquer sur les traitements de faveur réservés à d'anciens ennemis intimes fait autant que la publication d'une note pour entretenir le soupçon.

Brigitte Rossigneux

AFFAIRE KADHAFI-SARKOZY : LE PREMIER CERCLE DUBITATIF



- Verser 50 millions pour avoir le droit d'installer sa tente face à l'Elysée, non merci !

Guéant tendre nounou

Ces deux éminents personnages ne sont pas des inconnus pour les lecteurs du « Canard ». Bachir Saleh, notamment, le présumé destinataire de la note. Le journal a raconté, début avril, comment cet homme de confiance du Guide avait été exfiltré vers Paris dans des conditions rocambolesques. Rapatrié dans un avion suisse, la République le dorlote : les réseaux de la FrancAfrique lui ont procuré un passeport diplomatique du Niger, il a obtenu un titre de séjour pour lui et sa petite famille, et les flics de Guéant le surveillent comme le lait sur le feu. En dépit des dénégations indignées de Fillon, il est bien recherché par Interpol. Quant à Moussa Koussa, l'auteur présumé de la note, il s'est réfugié chez nos amis qataris.

Un autre personnage est également dorloté par les services de Claude Guéant : Abakar Adoum Manany. Ce Tchadien d'origine, familier de la cellule africaine de l'Elysée, est d'une exquise discrétion.